

# entrées libres

FACE AU COVID

## La belle créativité des écoles

BÂTIMENTS

## Les 7 questions clés du dossier

ECOLES

Elles ont interviewé le Premier ministre

<b>ÉDITO</b>	3
• Bâtiments scolaires : une confiance à restaurer	
<b>DES SOUCIS ET DES HOMMES</b>	4
• Les 7 questions clés du dossier des bâtiments scolaires	
<b>DOSSIER</b>	6
• L'école à l'épreuve de la pandémie • Repenser l'école	
<b>ENTREZ, C'EST OUVERT !</b>	10
• Une interview mémorable! • Un zeste de LEM'oN dans l'oreille	
<b>MAIS ENCORE</b>	12
• Des évaluations bienvenues ?	
<b>L'EXPOSÉ DU MOI(S)</b>	14
• Alain ELOY Être privé de son métier est très violent	
<b>ZOOM</b>	16
• S'orienter, sans (trop) se tromper	
<b>AVIS DE RECHERCHE</b>	18
• La société malade	
<b>ENTRÉES LIVRES</b>	20
• Livre's éditions ■ concours	
<b>SERVICE COMPRIS</b>	21
• Chemins d'école • Journée pyjama • MOOC • Sous la loupe • Fondation Roi Baudouin : appel à projets • Pastorale scolaire	
<b>OUTIL</b>	23
• 100.000 entrepreneurs à l'école	
<b>HUM(E)OUR</b>	24
• Spectacle au jardin	



## DES SOUCIS ET DES HOMMES

Bâtiments scolaires : les 7 questions clés



## DOSSIER

L'école à l'épreuve de la pandémie



## ENTREZ C'EST OUVERT

Une interview mémorable !

### entrées libres

Avril 2021 / N°158 / 15<sup>e</sup> année  
Périodique mensuel (sauf juillet et août)  
ISSN 1782-4346

entrées libres est la revue  
de l'Enseignement catholique  
en Communautés francophone  
et germanophone de Belgique.

www.entrees-libres.be  
redaction@entrees-libres.be

Rédacteur en chef et éditeur responsable  
Christian CARPENTIER (02 256 70 30)  
avenue E. Mounier 100 - 1200 Bruxelles

### Secrétariat et abonnements

Laurence DUPUIS  
02 256 70 55

Création graphique  
PAF!

Mise en page et illustrations  
Manon MOREAU

Membres du comité de rédaction  
Charline CARIAUX  
Frédéric COCHÉ  
Vinciane DE KEYSER  
Alain DESMONS  
Luc DE WAEL  
Hélène GENEVOIS

Brigitte GERARD  
Fabrice GLOGOWSKI  
Gengoux GOMEZ  
Jenniffer HENNEUSE  
Anne LEBLANC  
Marie-Noëlle LOVENFOSSE  
Bruno MATHIELART  
Luc MICHIELS  
Christophe MOURAUX  
Elise PELTIER  
Guy SELDESLAGH  
Stéphane VANOIRBECK

### Publicité

02 256 70 30

### Impression

IPM Printing SA Ganshoren

### Tarifs abonnements

1 an : Belgique : 16€ / Europe : 26€ / Monde : 30€  
2 ans : Belgique : 30€ / Europe : 50€ / Monde : 58€

À verser sur le compte n°

BE74 1910 5131 7107 du SeGEC  
avenue E. Mounier 100 - 1200 Bruxelles  
avec la mention « entrées libres »

Les articles paraissent sous la responsabilité de  
leurs auteurs. Les titres, intertitres et chapeaux  
sont de la rédaction.



“ **Après deux mois d’une intense mobilisation à l’initiative du SeGEC – merci à tous ! – le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a décidé d’adapter sa décision initiale relative au volet « bâtiments scolaires » du plan de relance.**

Celle-ci, on s’en souviendra, visait à affecter 58,6 % des moyens disponibles au seul réseau WBE qui scolarise 15 % de la population scolaire. Et de réserver le solde aux écoles subventionnées : 22,9% pour l’enseignement communal et provincial (35% de la population scolaire) et 18,5% pour l’enseignement libre (50% de la population scolaire). Cette clé réservait aux écoles du réseau WBE un montant par élève dix fois plus élevé qu’aux écoles libres ! Afin de faire prévaloir une répartition plus équilibrée, le gouvernement a annoncé différentes décisions :

- Une adaptation des clés de répartition : 41,15% pour WBE ; 34,12% pour les communes et les provinces ; 24,73% pour l’enseignement libre. Par élève ou par étudiant, le montant réservé aux écoles du réseau WBE reste donc 5 fois plus élevé que pour les écoles libres.
- La possibilité pour chaque fédération de PO de déterminer un taux d’intervention financière directe par grandes catégories de projets (entre 35% et 65%). Le solde, à financer par emprunt, permet une démultiplication des investissements, ce que le gouvernement qualifie d’« effet de levier ».
- Les pouvoirs publics prendront en charge la totalité des intérêts sur ces emprunts, ce qui représente une certaine amélioration par rapport au régime actuel du « fonds de garantie ».
- Un processus de « vases communicants » pourra intervenir entre les réseaux d’enseignement afin que l’ensemble des budgets du plan de relance puisse être affecté dans les temps requis.

Cette décision sera-t-elle de nature à restaurer la confiance entre l’enseignement catholique et le gouvernement PS-MR-Ecolo de la Fédération Wallonie-Bruxelles ? L’avenir nous l’apprendra et les échéances à cet égard s’annoncent très rapprochées :

- La définition d’un équilibre et d’une répartition équitable des moyens à l’échelle de l’ensemble des plans d’investissement du gouvernement dans les infrastructures scolaires en tenant compte du résultat définitif du plan de relance, et ce en référence à des compromis politiques intervenus antérieurement, lors des accords de la Saint-Boniface ou du projet de partenariat public-privé de 2006. Pour le SeGEC, il sera nécessaire qu’un tel rééquilibrage intervienne au plus tôt et sous la forme d’un décret dont seul l’équilibre d’ensemble pourra en assurer la sécurité juridique.
- L’engagement du gouvernement d’assurer à l’enseignement subventionné des moyens de fonctionnement représentant 75% de ceux de WBE, conformément à l’arrêt de la Cour constitutionnelle. Le gouvernement a affirmé son option d’élaborer un nouveau dispositif législatif non discriminatoire pour le 31 décembre 2022. Pour le SeGEC, il importera que ce nouveau mécanisme soit intégralement mis en œuvre avant la fin de la législature. ■

**Au nom du Conseil d’administration réuni le 8 avril 2021,**

**Étienne MICHEL**

*Directeur général du SeGEC*

08 avril 2021

# Bâtiments scolaires : les 7 questions clés

Christian CARPENTIER

La répartition de l'enveloppe de 230 millions d'euros issue du fonds de relance européen et destinée à la rénovation des bâtiments scolaires aura fait couler beaucoup d'encre. Et entraîné des débats dont les arguments étaient souvent infondés. Démêlons le vrai du faux, en nous posant les 7 questions clés de ce très important dossier.

## Pourquoi appliquer une clé de répartition ?

Parce que c'est le meilleur moyen d'aboutir au seul résultat qui compte : mettre toutes les écoles sur pied d'égalité. Parents, membres des PO, directions et enseignants payent leurs impôts de la même façon. Il serait incorrect que tous n'en perçoivent pas les fruits de manière identique, au travers du financement public qui est ici l'enjeu du débat.

La coexistence de trois grands réseaux d'enseignement – celui du libre, des communes et provinces et de WBE – est un héritage de l'histoire de notre pays. Elle permet d'offrir à chaque enfant en âge de scolarité obligatoire l'enseignement de qualité dont il a besoin. À charge pour les pouvoirs publics d'y consacrer les moyens de façon juste et équilibrée. Dans ce cadre, l'égalité de traitement entre tous les enfants doit rester le fil conducteur absolu.

# 1

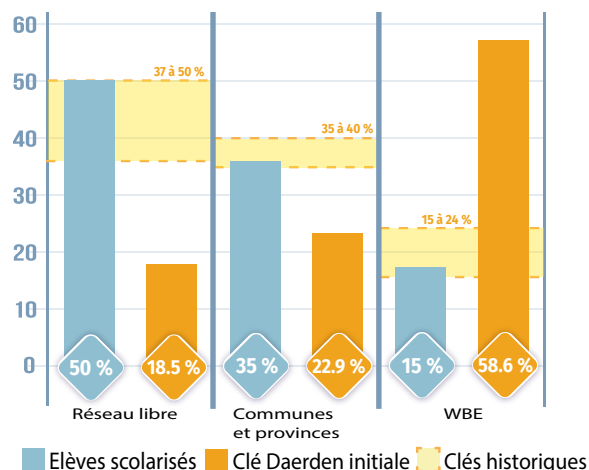
## Pourquoi la façon de répartir ces fonds européens aura-t-elle provoqué autant de débats ?

Parce que la première répartition mise sur la table par le ministre francophone du Budget Frédéric DAERDEN (PS) était profondément injuste. Le réseau libre scolarise 50% des élèves, contre 35% dans celui des communes et provinces et 15% dans celui de WBE.

Or, la clé DAERDEN initiale leur octroyait respectivement 18,5%, 22,9% et 58,6% des moyens.

C'était du jamais vu, ces trente dernières années. Pour le réseau libre, les moyens octroyés ont toujours oscillé entre 37% et 50% des moyens disponibles, selon les dossiers. Pour WBE, cela a varié entre 15% et 24%. Et pour les communes et provinces entre 35% et 40%. S'écarter de ces grands équilibres historiques revenait à rompre le consensus qui a permis d'assurer à chacun son juste dû.

Le 8 avril dernier, le gouvernement a finalement décidé une adaptation de son projet initial (voir à ce sujet l'édito d'Etienne Michel en page 3).



# 2

## Le réseau libre étant propriétaire de ses bâtiments, ne serait-il pas juste qu'il en assume aussi l'entretien ?

C'est une fausse bonne question. Les bâtiments de l'enseignement libre rendent possible l'organisation d'une partie très importante de la mission d'enseignement. Même chose pour les communes et provinces, qui rassemblent avec le libre, rappelons-le, 85% de l'offre totale d'enseignement. Sans cela, ce sont des milliards d'euros que la Communauté française devrait consacrer à la construction de nouvelles écoles. De l'argent dont elle ne dispose tout simplement pas. Tout ce que les pouvoirs organisateurs demandent en échange, c'est qu'on les aide à entretenir ces biens dont l'état se dégrade naturellement au fil du temps, et à les mettre aux normes lorsque celles-ci évoluent. C'est le cas ici, puisque toutes les écoles devront atteindre la neutralité carbone d'ici 2035 (en Wallonie) ou 2040 (à Bruxelles). Un objectif dont une étude évalue le coût à entre 4,5 et 6 milliards d'euros !

Qui plus est, si on veut jouer sur les mots, la Communauté française n'est pas non plus propriétaire des bâtiments de WBE. La plupart sont détenus par des structures immobilières gérées... par la Région wallonne.

# 3



© Ecole fondamentale Jean 23 Parmentier Woluwe-St-Pierre

## 4

## Donner de l'argent à des propriétaires privés de bâtiments, n'est-ce pas prendre un risque ?

Non, parce que c'est entouré de normes très contraignantes. Par exemple, pour bénéficier des subventions du PPT (programme prioritaire de travaux), le pouvoir organisateur doit disposer d'un droit réel (un « bail emphytéotique ») d'encore minimum 30 ans. Pour les emprunts couverts par le fonds de garantie, ce même bail doit couvrir toute la durée de l'emprunt, augmentée de 10 ans. Et en cas d'aliénation avant terme, des obligations de remboursement sont prévues. Tout cela est légitime et sain, en garantissant un contrôle de l'utilisation de l'argent public.

## Le financement des écoles est-il totalement déséquilibré en Communauté française ?

## 5

Au global, non. Sur les 6,4 milliards d'euros que la Communauté française consacre chaque année à l'enseignement obligatoire, le réseau libre en perçoit un peu moins de la moitié. Mais le calcul est trompeur, car 85% de ce budget est consacré aux traitements où le principe d'égalité entre réseaux est beaucoup mieux respecté. C'est sur les 15% restants que les inégalités sont encore trop souvent flagrantes. Or, ils concernent les subventions de fonctionnement et le financement des bâtiments.

## Le libre manquerait-il de projets ?

## 6

Certainement pas. Nous avons 524 projets en cours de préparation. Leur coût total avoisine 270 millions d'euros. Dans trois cas sur quatre, ils comprennent une importante composante d'isolation énergétique respectant les exigences du plan de relance européen.

## Pourquoi ne pas simplifier les choses en créant un seul réseau unique ?

C'est un slogan qui n'a aucun sens. Aucun des trois grands réseaux n'a les moyens de racheter les bâtiments des deux autres, ou d'augmenter son offre de places dans ses écoles à due concurrence. Le décret inscriptions qui continue à priver certains élèves de l'école de leur choix le démontre à suffisance à chaque rentrée des classes.

Il ne s'agit pas d'évoluer vers un réseau unique, mais vers un régime de financement unique et on est encore loin du compte. Rien qu'en matière de subventions de fonctionnement, la Cour constitutionnelle oblige d'ailleurs la Communauté française, d'ici 2023, à accorder au réseau libre 75% des moyens qu'il consacre à WBE, contre 50% à peine aujourd'hui. Pour le dire autrement : quand l'officiel reçoit 100 euros pour un élève, le libre en reçoit actuellement 50, et cela doit monter à au moins 75. C'est dire s'il reste du chemin à parcourir...

## 7

# L'école à l'épreuve de la pandémie

Un an après l'irruption du Covid et du basculement régulier en virtuel, il est temps de questionner cette nouvelle manière de « faire école » qu'il a fallu inventer. Comment désormais transmettre les savoirs et garder l'attention des jeunes ? Comment assurer la continuité pédagogique et s'adapter ? Comment accompagner et pérenniser ces changements ? Avec quelles conséquences ? Ces questions et bien d'autres étaient au cœur de la matinée d'étude du SeGEC, fin mars. Plusieurs acteurs de l'école y ont témoigné de leurs difficultés, de leur épuisement. Mais aussi de la créativité, de l'énergie mobilisatrice et de l'extraordinaire résilience pédagogique dont les équipes ont su faire preuve. Car cette crise, même si elle a terriblement compliqué la vie des directions et des enseignants – dont certains se sont malheureusement perdus en route – a aussi mis en évidence de nombreuses opportunités d'apporter du changement et de repenser l'école.

## Un climat scolaire serein, propice aux apprentissages

**Gaëtane de LAME**, directrice de l'école fondamentale des Servites de Marie à Uccle :

« L'école a rapidement fait coexister présentiel et distanciel et s'est posé la question de la place du numérique. Son utilisation s'est en effet accentuée, au service de l'école en tant que lieu d'apprentissage mais aussi en tant que lieu de vie. La priorité était de garantir un climat scolaire serein, propice aux apprentissages.

On a travaillé sur les facteurs environnemental, intra-personnel et interpersonnel. Il fallait renouer avec un cadre bienveillant, structurant et sécurisant. Certains enfants ont connu de gros problèmes personnels, ont été déscolarisés ou ont vu leur cellule familiale implorer. Il y a eu tout un travail sur les émotions, l'affectif, la motivation, la confiance en soi... »

« La crise sanitaire a été très impactante au niveau du vivre ensemble. L'école est passée à l'utilisation d'une plateforme numérique pour les enseignants, les enfants et les parents. Elle facilite la communication et le travail collaboratif. Cela implique d'être bien outillé, formé et accompagné. Il a aussi fallu prendre en compte la différence de niveau entre les élèves. La priorité, en

septembre, était de gérer cette hétérogénéité. L'école est passée par trois stades : une identification des besoins, une application de la différenciation et un travail collaboratif. Il s'agissait de prioriser les apprentissages pour chaque élève, de diagnostiquer leurs différents besoins. »

« L'équipe éducative a beaucoup travaillé en co-enseignement, qui permet une remédiation directe. Les enseignants prenaient quelques enfants et effectuaient avec eux un enseignement explicite au sein de la classe pendant que les autres travaillaient en groupes, en autonomie. On a beaucoup pratiqué ces variations de regroupements et travaillé selon le principe de la classe inversée, avec de l'enseignement explicite et une individualisation des apprentissages. Tout cela nécessite un travail collaboratif de plus en plus ardu, avec un partage de pratiques, de ressources, des formations, des concertations. Il y a la nécessité d'une adaptation constante, d'une utilisation accrue du numérique ainsi que d'une formation de l'équipe. » **BG**



## Les leçons de la crise

**Pierre SCIEUR**, directeur de l'Institut Ste Thérèse de Manage et La Louvière (secondaire) :

« En mars 2020, la tension était intenable. Nous tentions de garder les élèves à l'école, mais nombre de familles nous traitaient d'irresponsables. À l'annonce de la fermeture, nous étions piégés par l'absence de moyens de communication avec élèves et parents. Il a fallu la jouer à l'ancienne et déposer à la poste 1.350 enveloppes avec des dossiers de travail d'entraînement. L'équipe de direction a posté une vidéo sur les réseaux sociaux pour prévenir les élèves. »

« L'ADN de notre école, c'est l'attention aux plus fragiles et la contribution à l'émancipation de tous. Notre combat : ne pas perdre le contact, éviter les décrochages, garder un lien d'encouragement. En fin d'année, des proclamations par classe ont été retransmises en live sur notre page Facebook. Les inscriptions de l'été ont été organisées pour la première fois sur rendez-vous. Finies les habituelles permanences. Plus personne n'imagine faire autrement. »

« Début septembre, 100 nouveaux élèves sont arrivés et ceux dont nous n'avions plus beaucoup de nouvelles sont revenus. En janvier, nous avons proposé une visite de l'école en bulle familiale. Des professeurs guidaient et informaient parents et jeunes, qui ont osé poser des questions, évoquer leurs difficultés et craintes. Personne n'imagine revenir en arrière. Pour garder le lien avec les jeunes et continuer les apprentissages autrement, les professeurs ont dû innover, se former, collaborer. Des équipes se sont mobilisées sur des chantiers comme l'orientation, en interrogeant chaque élève de 6ème et de 7ème sur ses besoins et en préparant des activités spécifiques. »

« Beaucoup d'élèves ont fait des bonds en termes d'autonomie, d'adaptabilité, d'utilisation d'une plateforme numérique. Certains ont trouvé de l'air plus libre dans l'hybridation. Cela nous interroge sur nos pratiques parfois obsédantes. Le dialogue entre profs, élèves et direction a été une clé pour avancer. Les conseils de classe ont permis d'introduire un outil numérique pour systématiser le diagnostic pour chaque jeune. L'approche relationnelle, la collaboration et les savoir-faire pédagogiques se sont enrichis. À l'avenir, le défi sera d'actualiser les projets d'établissement et les contrats d'objectifs avec tout ce que nous avons appris de cette crise, mais aussi de trier les découvertes et de participer à la subtile phase de contamination de tous ces essais gagnants. » **MNL**

## 15% d'abandons en moins

**Béatrice WATERLOT**, directrice de l'IRAM, enseignement de promotion sociale à Mons et Braine-le Comte :

« Nous formons à 80% à de l'enseignement supérieur en horaire décalé et à 20% à de l'enseignement secondaire en horaire de jour. En mars 2020, en passant au distanciel, notre crainte était surtout de « perdre » nos étudiants. Nous avons déjà une plateforme collaborative Moodle, que nous avons adaptée au télétravail. Nous sommes passés à Microsoft Office 365 et nous avons généré des adresses mail institutionnelles pour étudiants et enseignants. »

« Les équipes pédagogiques ont enregistré l'ensemble des cours, donnés via Teams, en maintenant les horaires de fonctionnement et en intensifiant les contacts avec les étudiants. Une procédure d'accompagnement individualisé a été mise en place pour les amener à présenter à distance leur travail de fin d'études. On a fait l'inventaire des besoins en termes d'outils numériques et créé des salles de profs collectives par sections pour favoriser les échanges. »

« Un an après, nous constatons une diminution de 15 % du nombre d'abandons ! Notre public, constitué essentiellement de travailleurs en reprise d'études, a trouvé du confort dans le distanciel : moins de trajets, plus de facilité d'organisation surtout le samedi, enseignement asynchrone qui permet de (re)voir la matière quand on le souhaite et d'avancer à son rythme. On a vraiment misé sur l'intensification du suivi individuel et le maintien du lien social. Les enseignants ont massivement participé aux réunions à distance et apprécié tant la diminution des déplacements que la facilité d'organisation et d'échange de ressources. »

« Nous devons réfléchir, lors du retour en présentiel, à ce qui pourrait être maintenu en distanciel. Les personnes restant chez elles, nos jurys, par exemple, ont été plus facilement constitués. Le taux de diplomation de 2019-2020 a été équivalent à celui de 2017-2018. On a misé sur la valorisation des compétences quel que soit le niveau. Des journées portes ouvertes virtuelles via notre site internet ont permis une approche individualisée et plus d'interactions qu'habituellement. Elles se feront cette année sous forme de webinar. L'ensemble des directions de promotion sociale catholiques souligne l'énorme soutien reçu de la FEProSoC et l'intérêt du projet ProsoC permettant les liens numériques entre les établissements. » **MNL**

## L'étudiant acteur du processus d'évaluation

**Mireille KLINKERS**, maître-assistante en psychopédagogie à l'Henallux (Haute Ecole de Namur-Liège-Luxembourg) :

« Nous avons mis en place un accompagnement et une évaluation de la pratique enseignante des étudiants à distance. Il s'agit d'effectuer une visite en présentiel et ensuite une supervision à distance, appelée filmage. L'étudiant se filme en classe et envoie ensuite la vidéo à son superviseur, avec éventuellement quelques photos, des productions d'élèves... Il peut alors sauto-évaluer, avant la co-évaluation qui se déroule sur Teams, à l'aide de la vidéo. »

« Il y a des avantages et des inconvénients à cette formule. Les étudiants apprécient qu'il n'y ait pas d'intrusion d'un superviseur qui pourrait changer la dynamique de la classe. Ils sont heureux de pouvoir choisir l'activité à filmer, il y a moins de stress. L'étudiant se trouve face à des traces réelles, objectives de son activité. Il devient un acteur principal du processus. Cette co-évaluation permet de confronter les points de vue des acteurs et d'arriver à un accord sur la maîtrise ou non des différentes compétences. Il y a aussi quelques inconvénients. Des élèves sont parfois distraits par l'ordinateur, il faut alors mettre une feuille opaque sur

l'écran. Il est aussi plus difficile pour le superviseur d'avoir un aperçu du stage complet. »

« Cette co-évaluation prend du temps et la rétroaction est moins rapide que si on était en présentiel. Un avantage pour le superviseur est notamment le temps dont il dispose pour l'analyse et la possibilité de faire des arrêts sur image afin d'approfondir une situation critique. Le rythme de l'étudiant est davantage respecté. Et surtout, cette évaluation est imbriquée dans l'accompagnement. Toutefois, la visibilité de la vidéo n'est pas toujours parfaite, le superviseur n'entre pas vraiment dans la réalité de la classe, dans l'atmosphère créée par l'étudiant. La démarche réflexive prend du temps et il y a un manque d'interactions avec le maître de stage. Cette procédure de filmage à distance est professionnelle, valide et elle permet d'objectiver une pratique enseignante. J'étais déjà dans cette optique mais ici, on a le temps de le faire, on y prend plaisir et l'échange avec l'étudiant en tête-à-tête est très intéressant. » **BG**



© Esther Sinzot

## L'image des PMS dépoussiérée

**Sophie VERREKT**, directrice du Centre PMS 6 à Liège :

« Les centres PMS ont dû se réinventer et empoigner le numérique pour faire face à la crise. Nous avons poursuivi notre travail en nous adaptant aux contraintes qui nous étaient imposées. On l'a fait notamment en gardant un maximum de contacts avec les directions d'école, les enseignants, les parents et les élèves, le plus souvent par e-mail. Il a également fallu revoir le travail d'orientation, en utilisant des outils informatiques et en organisant des entretiens par mail ou par téléphone. »

« En septembre, la priorité des centres PMS était de travailler l'accrochage scolaire. Nous avons créé un kit pour le maternel, le primaire et le secondaire, dans lequel il y avait un apport théorique et différentes activités pour développer l'empathie, la coopération, la pensée positive et l'estime de soi. Tout cela a permis de dépoussiérer l'image des centres PMS. Certains élèves se confient plus facilement, les réunions en visioconférences permettent la présence de certaines personnes qui ne seraient pas là en présentiel, comme un parent à l'étranger, un traducteur, des thérapeutes... »

« Les conseils de classe en distanciel dans le secondaire se passent également mieux qu'en présentiel. Il n'y a plus d'apartés, les prises de parole sont plus équilibrées et les jeunes profs osent davantage s'exprimer. Les conséquences de l'hybridation sur les élèves sont différentes en fonction du système mis en place, le moins impactant étant celui avec des demi-journées à l'école. Par ailleurs, le cours d'éducation physique joue un vrai rôle de prévention psychosociale. Certains élèves subissent parfois de la violence et l'absence de cours d'éducation physique empêche de voir les marques. Nous notons le mal-être des élèves lié à l'enseignement à distance et à la perte des relations sociales. Mais nous craignons qu'avec la reprise à temps plein, ce ne soient d'autres élèves qui rencontrent des difficultés : ceux qui ont apprécié l'enseignement à distance, qui ont découvert qu'on pouvait passer ses journées autrement qu'en allant à l'école. Ce sera un défi pour les enseignants de réaccrocher ces jeunes. » **BG**





Photo : Conrad van de WERVE

# Repenser l'école

Marie-Noëlle LOVENFOSSE

« La relation enseignant-élèves est la plus importante, elle est au cœur du problème », a réaffirmé **Jean-Marie De KETELE**<sup>1</sup> en conclusion de la matinée d'études. À cet égard, constate-t-il, le distanciel, quand il a été bien mené, « a peut-être créé plus de présence que le présentiel dans la forme scolaire habituelle ».

**A** l'occasion de la crise sanitaire, certains acteurs ont pris plus d'importance et les interactions entre eux se sont modifiées. Les parents occupent une place nouvelle. Le travail collaboratif

Un des principaux signes de reconnaissance, c'est de faire intervenir des établissements innovants dans d'autres établissements, des enseignants ayant créé des dispositifs innovants auprès d'autres enseignants. La pandémie a, en effet, mis en évidence le rôle essentiel joué par certains dans la motivation de leurs pairs.

entre les enseignants s'est intensifié, alors que la forme scolaire, dans les modalités de gestion du temps et de l'espace, lui est habituellement peu favorable. On voit aussi toute l'importance de la relation entre enseignants et direction, entre établissement et P.O., ainsi qu'entre établissements.

« C'est important, poursuit M. DE KETELE, que les responsables du système éducatif utilisent les dispositifs innovants, les compétences acquises dans les différents établissements pour créer des réseaux d'établissements créant eux-mêmes des réseaux d'apprentissage. » La pandémie est un laboratoire permettant de mieux apprendre ou d'apprendre autrement. Le numérique s'est substitué à des moyens classiques que l'on croyait inamovibles. Des modifications profondes se sont installées.

## Opportunités

Ces dix dernières années, des travaux menés sur la relation entre l'environnement et l'apprentissage ont débouché sur la théorie des opportunités. Ils montrent que, dans tout environnement, il existe de nombreuses opportunités d'apprendre, même si elles ne sont souvent pas consciemment perçues par les acteurs de la formation. « La pandémie est extraordinaire parce qu'elle a permis cette prise de conscience. Mais il ne suffit pas de disposer d'opportunités d'apprendre » prévient Jean-Marie DE KETELE. Encore faut-il qu'elles soient perçues comme telles, judicieusement choisies en fonction de leur valeur, rendues accessibles, puis mobilisées par suffisamment d'acteurs. Et pour tirer tous les fruits de la mobilisation des opportunités, un accompagnement adéquat est indispensable et devra consister en un réel partage des ressources. Il ne s'agira pas d'être devant ou derrière l'autre, mais bien à ses côtés.

## Reconnaissance

Reconnaître l'autre, c'est d'abord le situer dans son environnement. Un élève à Manage n'est pas un élève à Uccle. C'est aussi pouvoir le respecter avec ses ressources personnelles, ses limites et ses contraintes. Mais cela ne suffit pas. Encore faut-il pouvoir valoriser ce que cet autre fait par des signes de reconnaissance. « Les enseignants en ont de la part de leurs pairs, des élèves ou des parents, observe le chercheur. Mais où sont ceux des responsables ? » C'est malheureusement très rare dans les institutions.

## Mutations

« Nous devons repenser la forme scolaire parce que nous sommes face à des mutations non seulement sanitaires, mais aussi technologiques et surtout sociétales » conclut Jean-Marie DE KETELE. Le contexte actuel nous a permis de nous rendre compte qu'une série de connaissances, mais aussi et surtout de compétences - dont certaines transversales - ont été essentielles pour faire face aux mutations en question.

Qu'est-il pertinent de mettre dorénavant dans les programmes d'études et le « curriculum », ce qui se vit, ce qui est mobilisé dans un environnement ? C'est une lourde tâche qui nous attend : celle de repenser sereinement, progressivement, comment transformer la forme scolaire, comment gérer autrement les espaces, les environnements et les temps impartis aux apprentissages. ■

<sup>1</sup> Docteur en psychopédagogie, chercheur et professeur émérite de l'UCLouvain, il exerce diverses fonctions dans plusieurs associations et comités scientifiques et participe à la rédaction de nombreuses publications.

## Rentrée numérique

Dès 2019, la Fondation Roi Baudouin (FRB) faisait de la question du numérique à l'école une de ses priorités. Aujourd'hui plus que jamais, cette problématique s'impose. Comment faire en sorte que ce nouveau défi représente une réelle opportunité sur le plan pédagogique ? Quel bagage digital minimum offrir aux jeunes pour qu'ils puissent être pleinement acteurs du monde en transformation dans lequel ils évoluent ? Comment donner les mêmes chances à tous les élèves de maîtriser davantage les technologies avec le recul nécessaire ? La vision de la FRB vise à renforcer l'introduction du numérique dans les écoles au bénéfice de tous les élèves, en lien avec la stratégie de la Fédération Wallonie-Bruxelles et les initiatives adoptées ces derniers mois.

C'est dans ce cadre que, depuis deux ans, elle soutient l'ASBL EduciT, qui propose un accompagnement à la fois en termes d'équipement et de formation des enseignants. Intitulé Rentrée Numérique, le projet de l'ASBL a pour objectif de favoriser l'intégration du numérique à l'école en tant qu'outil de transformation des pratiques pédagogiques et des apprentissages au bénéfice de tous les élèves. En plus d'un soutien financier apporté au projet, la Fondation a mis en place un dispositif d'évaluation pour mesurer ses effets à partir des 4 écoles pilotes. Un rapport, évoqué à l'occasion de la matinée virtuelle proposée par le Service d'Etudes du SeGEC, présente les résultats de la première année d'évaluation. Son but est d'identifier l'impact du projet sur les élèves et les enseignants, ainsi que les facteurs de succès qui caractérisent de telles initiatives. Pour en savoir plus : <https://www.kbs-frb.be/fr/Activities/Publications/2021/20210213DD>.

# Une interview mémorable!

Brigitte GERARD

C'est un rituel : tous les matins, à l'école St-Michel<sup>1</sup> de Jette, les élèves de la classe de 6<sup>e</sup> primaire de **Céline VAN CAUWENBERGHE** regardent les Niouzz, l'émission d'actu de la RTBF pour les enfants. Le point de départ de débats mais aussi une inspiration pour la pratique pédagogique de l'enseignante. Avec, à la clé, l'opportunité cette fois pour trois élèves d'aller interviewer le Premier ministre en personne, **Alexander DE CROO**.

« Je suis très contente d'avoir été sélectionnée », s'est réjouie Coralie, élève de 6<sup>e</sup> primaire à l'école St-Michel, qui a fait partie des heureux élus ayant pu interviewer le Premier ministre le 11 mars dernier dans le cadre des Niouzz. La classe de Mme VAN CAUWENBERGHE est inscrite comme « classe Niouzz », ce qui permet à la RTBF de venir la filmer en cas de projet particulier. « Cette année, explique l'institutrice, nous sommes partis en classes vertes et une équipe de tournage est venue sur place. Ils ont alors interrogé les élèves sur différents sujets, ce qui leur a permis de repérer certains d'entre eux. »

Dans l'optique de cette émission consacrée au Premier ministre, la RTBF a fait appel aux classes Niouzz pour leur demander de préparer des questions à lui poser à propos du coronavirus. Le Jour J, l'enseignante a accompagné les trois élèves choisies, Euréka, Coralie et Farah, qui ont rejoint sur place trois garçons venant d'autres établissements.

Alexander DE CROO les a tout de suite mis à l'aise. « Il était très sympa, raconte Coralie. Au début, j'étais un peu stressée, mais après avoir posé ma première question, ça allait mieux. Je lui ai demandé quand on pourrait repartir en classes vertes, s'il n'en avait pas marre du confinement, s'il avait un métier difficile et puis s'il prenait les décisions tout seul. Il a répondu que comme il avait une équipe, ça allait mais que ce n'était pas facile tous les jours ! »

Les enfants étaient aussi libres d'improviser. « Le but était qu'il y ait une conver-



© RTBF - Les Niouzz

sation avec le Premier ministre, précise Mme VAN CAUWENBERGHE. Ils ont demandé aux élèves d'essayer de réagir à ses réponses et certains ont réussi, chapeau ! »

Une belle expérience pour chacun, d'autant que des extraits du tournage ont été diffusés à plusieurs reprises en télévision et en radio et qu'ils ont eu la chance de rencontrer les présentateurs de l'émission... Pour les autres élèves de la classe, c'était un peu difficile à avaler, surtout pour les garçons qui n'avaient eu aucune chance d'être sélectionnés. « Certains se sont donné un prénom de fille ou ont voulu se déguiser mais ça n'a pas marché, rigole Coralie. Du coup, ils ne voulaient pas regarder l'émission avec nous ou nous poser des questions. » L'institutrice est alors intervenue afin de leur faire comprendre qu'il fallait pouvoir être content pour les autres et ils ont fini par faire parler leur curiosité.

## Rebondir sur l'actu

La participation à cette émission était une forme de prolongement de l'intérêt que porte Mme VAN CAUWENBERGHE aux Niouzz. L'institutrice ayant suivi ses élèves de 5<sup>e</sup> en 6<sup>e</sup> année, cela fait presque deux ans qu'elle regarde l'émission avec

eux tous les matins pour ensuite débattre sur l'un ou l'autre sujet pendant environ 15 minutes.

« J'apprécie l'angle qu'elle prend pour expliquer l'actualité aux enfants, notamment en termes de citoyenneté. Elle les ouvre à l'actualité, les fait se poser des questions, tout ça de manière ludique. Cela donne envie aux élèves de s'intéresser à ce qui se passe autour d'eux. » Et ce n'est pas son seul intérêt : l'émission permet aussi à l'enseignante de rebondir au niveau de sa pratique pédagogique, de lancer des projets, de faire de la pluridisciplinarité. « Les sujets d'actualité internationale permettent de faire de la géographie. Si on parle de pourcentage, on peut travailler les fractions, les nombres décimaux etc. » La classe est également abonnée au *Journal des enfants*, qui propose des supports pédagogiques dont se sert l'enseignante dans sa pratique quotidienne. « Je n'ai pas de farde de cours des années précédentes, je les construis un maximum en fonction de l'actualité. Cela demande du travail mais c'est super intéressant ! » ■

1. [www.saintmichel-jette.be](http://www.saintmichel-jette.be)

Un projet à faire connaître ?  
[redaction@entrees-libres.be](mailto:redaction@entrees-libres.be)

# Un zeste de LEM'oN dans l'oreille

Marie-Noëlle LOVENFOSSE

Une webradio pour garder le contact, se divertir, débattre ou tout simplement écouter du bon son, voilà le tout récent projet mis sur pied à la Haute Ecole Libre Mosane (HELMO). Son originalité : c'est un média conçu pour et par les étudiants.

2 février dernier, 18 heures pétantes, Laurence se lance et anime, depuis sa chambre d'étudiante, le premier live de LEM'oN. Elle invite India à expliquer la signification du nom choisi : LEM'oN, pour « les étudiants de l'HELMO à l'antenne ». Il renvoie aussi à l'idée de peps, de fraîcheur et de piquant pour un média qui se veut « *un cocktail complet, frais, pétillant, à l'image de la HE et de la Cité ardente !* ». Suivent Alexandre, Noémie, Ysaline, Guillaume, Tchoupi, Julie, Nathan et Santiago, détaillant en quoi consistera leur émission respective. De l'ADN du rap aux bons plans culture, en passant par de la découverte musicale au sens large, des débats, de l'actu, la mise en évidence des talents d'étudiant(e)s et d'enseignant(e)s, une émission en allemand pour les germanophones, sans oublier de la détente, il y en a pour tous les goûts, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24.

## Recréer du lien

« Plusieurs éléments sont à l'origine de la création de LEM'oN », résume Catherine JANSSEN, responsable du Service Vie Etudiante au sein de l'HELMO. « Le contexte sanitaire, le confinement, le fait que les étudiants sont en manque de lien social, tout cela a évidemment joué, ainsi que leur envie de se mettre en projet pour élaborer quelque chose de positif, dynamique et léger. Dès que l'idée d'une webradio est arrivée sur la table, l'enthousiasme a été immédiat. »

Une centaine d'étudiants ont fait savoir qu'ils - ou elles - étaient intéressés par l'idée de s'initier à un média qu'ils ne connaissaient pas de l'intérieur. Il n'y a en effet pas de section communication-journalisme à l'HELMO. « Pendant la semaine de congé faisant suite à la session de janvier, 25 d'entre eux sont venus se former en présentiel avec des professionnels » se réjouit-elle. Comment fonctionne une journée en radio ? Comment préparer une émission ? Comment prendre des contacts ? Comment poser sa voix, lancer une musique, annoncer une sé-

quence ? Les conseils étaient vraiment les bienvenus pour répondre à toutes ces questions, car un tel projet demande des talents et des compétences multiples même si tous les animateurs sont bénévoles.

## Formule gagnante

Un mois après le top départ, écouter la webradio commence à entrer dans les habitudes des étudiants et des enseignants. « Le contenu des émissions est vraiment ciblé 'étudiants de l'HELMO' - soit 8.500 auditeurs potentiels - avec l'objectif de refléter leurs préoccupations, de leur donner la parole et de partager de chouettes choses, le plus possible dans la bonne humeur » observe Catherine JANSSEN. L'HELMO encadre évidemment l'initiative. Une équipe de communication a été créée et a élaboré une charte de fonctionnement. « Il est important de laisser beaucoup d'autonomie à nos étudiants, mais on ne leur a pas donné l'outil en leur disant : « Allez-y, faites ce que vous voulez ! ». On discute avec eux, on a un regard sur le type d'émission proposé, on amène des vigilances. »

La webradio est évidemment non commerciale et ne diffuse aucune publicité. Quant à la musique proposée, elle fait l'objet d'un accord avec la SABAM. Et la

formule semble bien fonctionner, puisque les statistiques d'écoute sont en augmentation constante. Un bel encouragement pour l'équipe, qui ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. « Nos animateurs sont déjà dans un processus de recrutement de nouveaux étudiants pour passer le flambeau après cette année, confirme Mme JANSSEN. C'est vraiment important que ça reste une radio par les étudiants pour les étudiants. Nous, nous sommes là pour faciliter la vie de ces jeunes qui se bougent pour faire quelque chose ensemble et mettre de l'énergie dans un projet positif, sans perdre de vue que leur métier premier, c'est d'être étudiants. Nous sommes persuadés que des actions d'engagement de ce type font partie de la réussite scolaire au sens large et permettent de développer des compétences très précieuses ! » ■

**Vous pouvez écouter LEM'oN grâce à son application mobile gratuite disponible sur toutes les plateformes de téléchargement ou dans sa version web <https://fr.radioking.com/radio/lem-on>**

**Elle est aussi présente sur Facebook et Instagram pour permettre aux auditeurs d'échanger en direct avec les étudiants animateurs de la radio !**



# Des évaluations bienvenues ?

Brigitte GERARD

12/03/2021



Les évaluations externes (CEB, CE1D et CESS) ont, cette année, été confirmées par la ministre de l'enseignement, **Caroline DESIR**. Elles ne pourront tenir compte que des points essentiels définis pour chaque matière. Les associations de parents insistent de leur côté pour que cette fin d'année ne soit pas envisagée comme si de rien n'était. Pour elles, dans le contexte actuel, les évaluations ne sont pas la priorité. La ministre se veut rassurante : des balises seront détaillées dans une circulaire qui sera concertée avec des représentants des syndicats, des parents et des pouvoirs organisateurs. Malgré tout, les parents craignent la grande latitude laissée aux écoles...

La presse en a parlé. Nous y revenons. À partir d'une information ou d'un évènement récent, **Entrées libres** interroge une personnalité, du monde scolaire ou non.

## Et vous, qu'en dites-vous ?



**Frédéric COCHE**, secrétaire général adjoint de la Fédération de l'enseignement fondamental catholique (FédEFoC),



**Véronique CAMBIER**, conseillère au service de productions pédagogiques

*seront pris en compte. Le conseil de classe examinera des éléments de contexte sur l'évolution de l'élève, ses résultats précédents, etc.*

*En septembre dernier, de nombreux élèves sont arrivés sans avoir les mêmes acquis que les années précédentes. Mais, en fait, tous les ans, il y a des élèves qui ont des lacunes. Les enseignants ont pris conscience qu'ils ne pouvaient pas démarrer la matière comme si de rien n'était. Il fallait faire le point avec les élèves sur leurs faiblesses et essayer de remettre les choses à niveau. Quoi qu'il en soit, au fondamental, on travaille dans une logique de compétences et d'apprentissages spiralaires. Les apprentissages se répètent, on les aborde plusieurs fois, pendant plusieurs années d'affilée. Il y aura peut-être moins d'entraînement pour un certain nombre de choses mais ce n'est pas pour autant que cela n'aura jamais été vu.*

*En ce qui concerne les évaluations internes, le côté formatif est important et le redoublement n'est pas préconisé. Le principal est de pouvoir faire le point à un moment sur les compétences des élèves. L'objectif est qu'ils sachent où ils se situent, tout comme leurs parents, et que les enseignants voient comment redémarrer l'an-*

“ Le maintien du CEB cette année est une bonne décision. Il faut vérifier à un moment donné où se situent les élèves par rapport aux apprentissages habituels. On a besoin d'indicateurs sur ce qui va bien, ce qui va moins bien et ce qui pose problème, afin de prendre les bonnes décisions pédagogiques. Il peut y avoir des écarts entre ce que pense un enseignant du niveau de ses élèves et leurs résultats à une évaluation externe. Il n'a peut-être pas conscience de ne pas avoir vu certains éléments du programme mais il peut aussi placer la barre plus haut que ce qui est attendu officiellement. L'enjeu de ces évaluations externes est de fournir un indicateur qui soit le

même pour tout le monde à un moment donné, pour bénéficier d'un pilotage pédagogique de la crise sur base d'éléments objectifs et comparables.

Le CEB de cette année, estampillé 2020, a été vérifié par les concepteurs, veillant ainsi à la cohérence des essentiels parmi les savoirs, savoir-faire et compétences sélectionnés dans cette épreuve certificative. Dans le cas où tous les essentiels n'auraient pu être enseignés, une procédure est mise en place pour aider le conseil de classe à prendre sa décision sur l'octroi du certificat. Quant à la philosophie des épreuves, comme toujours et plus que jamais, ce ne seront pas les résultats du CEB seuls qui

née suivante. Du côté du réseau, des évaluations interdiocésaines sont proposées en 2<sup>e</sup> primaire, 4<sup>e</sup> primaire et certaines en 6<sup>e</sup>, en complément du CEB pour les disciplines qui ne sont pas évaluées : la religion et, pour la première fois, les langues modernes, en néerlandais ou en anglais. Une année sur deux, la FédEFoC travaille avec des albums de jeunesse et ce sera le cas cette année. Les évaluations prévues en juin 2020 ont été vérifiées en fonction des

essentiels. Le thème porte sur les animaux, avec des livres différents pour les P2 et les P4. Les classes recevront un exemplaire du livre par élève et toutes les disciplines seront évaluées à partir du thème : français, maths, éveil, artistique... et même religion ! Finalement, les épreuves n'ont pas dû être fortement adaptées. En maths et en éveil, 95% de questions touchaient aux essentiels et en français, un peu moins. Après les épreuves, il faudra analyser les résultats. Si

on se rend compte qu'ils sont plus faibles que d'habitude pour certains apprentissages, ce sera une information utile pour tout le monde. Pour un grand nombre de parents et même d'élèves, ces évaluations seront certainement rassurantes. Elles permettront d'objectiver, de se rendre compte que les enfants maîtrisent une bonne partie des apprentissages ou que tout n'est pas encore tout à fait au point. Dans ce cas, l'école aura un devoir de transparence. »



**Philippe VAN GEEL**, conseiller à la cellule pédagogique de la Fédération de l'Enseignement Secondaire Catholique (FESeC)

« En termes d'évaluation, comme l'année dernière, la FESeC encourage les conseils de classe à privilégier le regard prospectif plutôt que rétrospectif, surtout en classe terminale. Pour le CESS, la question à se poser est principalement de savoir si l'élève est capable de suivre dans au moins une forme de l'enseignement supérieur et, pour le Certificat de qualification, s'il a les compétences pour être embauché l'année prochaine par un employeur. Le dialogue avec les parents reste indispensable tout au long de la scolarité et doit s'instaurer avant la session, afin d'éviter les mauvaises surprises. Le redoublement doit quant à lui rester exceptionnel.

Toutefois, même s'il y aura des épreuves certificatives en fin de cette année, il faudra être extrêmement prudent au niveau de leur interprétation. En cas de doute, on devra tenir compte du formatif de l'année (le travail quotidien, les interros...), sachant que cela doit toujours être au bénéfice de l'élève. Les certifications ne

pourront avoir lieu que sur des essentiels déterminés par l'inspection et relayés par nos conseillers pédagogiques. Concernant les évaluations externes (CEB-CEID), une marge de manœuvre existe au cas où une question reprendrait une matière qui n'aurait pas été vue par les élèves. Celle-ci pourra être neutralisée.

La ministre est également revenue sur la notion de bienveillance. Nous préférons, de notre côté, parler d'une bienveillance conjugée avec de l'exigence. Il n'est pas question de laisser entendre que, d'habitude, les enseignants ne seraient pas bienveillants. Pour nous, il s'agit d'essayer de prendre la décision la plus appropriée mais en prenant peut-être davantage en compte que lors d'une année « ordinaire » une série de renseignements s'ajoutent et en profitant des marges de manœuvre considérables laissées au conseil de classe par la réglementation. Celui-ci a une grande liberté d'appréciation. Il se base sur différents éléments, dont les épreuves mais pas seulement. La bienveillance, ce serait d'utiliser cette autonomie du conseil de classe davantage qu'en temps normal. Quant à l'exigence, il s'agit de ne pas leurrer l'élève. Si l'équipe éducative est persuadée que cela n'ira pas pour lui l'année prochaine, si tout a été envisagé, le redoublement reste une possibilité. Autre piste de la FESeC : l'évaluation sur le degré. Si le conseil de classe se pose des questions pour un élève de 3<sup>e</sup> ou de 5<sup>e</sup>, il peut décider d'attendre la fin du degré.

Au niveau du qualifiant, ce sera compliqué étant donné qu'on est dans une optique d'évaluation continue, avec normalement plusieurs épreuves au fil des deux ou trois ans. Normalement, la session de juin y est moins vitale, mais tout dépend des conditions de l'année. Il est déjà prévu que les élèves de fin de 6<sup>e</sup> ou 7<sup>e</sup> professionnelle ou technique qui n'auraient pas obtenu leur certificat de qualification ou leur CESS en juin pourront poursuivre jusqu'au 15 janvier de l'année suivante. Une sorte de redoublement ciblé sur ce qui n'aurait pas été...

L'évaluation est indispensable, ne fût-ce que pour que l'élève sache où il en est, mais la certification doit être maniée avec beaucoup de précautions, peut-être même encore plus que l'année dernière. Nous ne disons pas que tout le monde doit réussir, comme les associations de parents ou les organisations syndicales. Nous sommes plus nuancés. Le troisième trimestre doit être consacré aux apprentissages en priorité. Il ne faut pas commencer à faire des interros, des évaluations, sauf s'il s'agit simplement de permettre à l'élève (et à son professeur) de voir où il en est. La première étape à la rentrée d'avril sera de laisser les élèves s'exprimer sur leur vécu et de rétablir la dynamique de l'apprentissage. Les évaluations, ce sera pour fin juin. »■

Alain ELOY

# Être privé de son métier est très violent

Interview et texte : Brigitte GERARD

La passion d'**Alain ELOY**, c'est le théâtre. Une étincelle à l'école lui a permis d'en prendre conscience et depuis, il n'a plus arrêté. Que ce soit sur les planches, dernièrement dans *Hamlet*, en doublage de dessins animés ou devant la caméra au cinéma, notamment dans le film des **Frères DARDENNE** *Deux jours, une nuit*, tout est bon pour pratiquer son métier. Autant dire que la situation actuelle des artistes lui tient très à cœur. C'est pourquoi, lors du 1er confinement, il a initié le Fonds Sparadrap, qui vient en aide aux plus démunis du secteur culturel.

Quel a été votre parcours scolaire ?

**Alain ELOY** : J'ai été au Collège St-Barthélemy à Liège. C'est à la fois un souvenir extrêmement négatif, parce que je n'étais absolument pas scolaire, et plus que positif, fabuleux même ! J'y ai fait des rencontres extraordinaires et c'est là que j'ai découvert le théâtre, grâce à la troupe de l'école. Mais, après avoir redoublé trois fois, j'ai dû changer d'établissement. J'étais totalement réfractaire à l'enseignement et peut-être aussi à toute forme d'autorité. Ma maman a alors entendu parler d'une filière d'humanités théâtrales et je me suis inscrit à l'Académie Grétry à Liège, où j'avais des cours généraux et d'autres liés à l'artistique (chant, solfège, théâtre, danse...). Là, plus de problème, j'ai terminé mes humanités comme une fleur ! J'ai ensuite passé l'examen d'entrée à l'INSAS, qui forme aux métiers du cinéma et du théâtre, et, à ma grande surprise, j'y suis entré du premier coup.

Des enseignants vous ont-ils marqué pendant votre formation ?

**AE** : Oui. Mon professeur de théâtre au Collège a été prépondérant. Quelque chose qui était enfoui en moi s'est révélé grâce à lui, il était extraordinaire ! A « St-Bar », les profs étaient tolérants et bienveillants avec moi, alors que j'étais un cancre !

En dehors du théâtre, vous êtes également chanteur...

**AE** : Effectivement. J'ai fait partie d'un groupe avec un ami du Collège. C'était

chouette mais c'est devenu compliqué quand je suis entré à l'INSAS. J'ai conclu quelques projets musicaux par la suite et le chant me sert beaucoup aujourd'hui dans mon métier d'acteur. Aussi étonnant que ça puisse paraître, j'ai pu jouer dans une pièce en janvier à trois reprises, à Rouen, devant un public restreint. Il était prévu de créer ce spectacle et on est allé jusqu'au bout du processus. J'ai été pris dans ce spectacle parce que j'ai la chance d'être à la fois comédien et chanteur.

Votre carrière d'acteur se passe essentiellement sur les planches ?

**AE** : Oui, c'est le socle. Et je fais aussi du doublage, notamment de dessins animés. J'aime beaucoup. Cela demande une certaine technique et une concentration énorme, de la créativité. Il faut pouvoir inventer des voix. Au théâtre, les projets sont ponctuels et je ne peux pas passer plusieurs mois sans pratiquer mon métier ! Je suis profondément interprète, c'est ce qui me rend heureux. J'aime aussi le cinéma mais, pour les acteurs, l'art suprême, c'est l'art vivant, c'est la scène... Au cinéma, on peut parfois jouer sur la nature des gens, la capter. Au théâtre, on est dans l'offrande et on doit aller vers le spectateur. C'est une autre démarche, un autre travail, beaucoup plus exigeant.

Vous avez aussi joué des pièces dans des classes...

**AE** : Oui, à deux reprises. Une fois en fin de primaire et une autre en fin de secondaire. Deux projets totalement différents, que j'ai adorés ! En secondaire, c'était

..... un texte assez violent sur un jeune nazi dans les années 30 en Allemagne, suivi d'une discussion à bâtons rompus sur l'engagement, les choix... Les élèves étaient souvent surpris et choqués mais l'objectif était de susciter la réflexion et le débat.

En primaire, c'était un texte de Frank Andriat sur la créativité, l'imaginaire. J'ai aussi créé un spectacle qui a été joué au Théâtre Marni, à Ixelles, avec une bande de jeunes d'une école à discrimination positive. C'était parfois assez rugueux mais très chouette !

Quel peut apporter le théâtre ?

**AE** : On espère toujours qu'il puisse choquer, faire réfléchir... Certaines personnes m'ont dit que des spectacles les avaient vraiment marquées. Quelqu'un m'a parlé d'une pièce dans laquelle je jouais qui a changé sa vie. Il était homosexuel et refusait de l'admettre... Il l'a accepté après avoir vu la pièce.

Quelle devrait être la place de l'art et de la culture à l'école ?

**AE** : Il est question d'intégrer davantage l'art et la culture dans le parcours scolaire et c'est une très bonne chose. En tout cas, d'après mon expérience, les personnes qui ont, très jeunes, une sensibilité ar-

"Le Collège et les rencontres que j'y ai faites ont joué un rôle déterminant"



© Hippolyte Eloy

tistique posent un regard bienveillant et différent sur le monde, sont plus ouvertes aux autres, s'y intéressent plus... Cela n'a pas de prix !

L'école peut révéler des passions chez certains élèves qui n'auraient pas accès à la culture...

**AE :** Je peux en parler car je viens d'un milieu ouvrier qui ne me prédisposait pas du tout à devenir comédien et chanteur. Le Collège et les rencontres que j'y ai faites ont joué un rôle déterminant. La chanson et le théâtre étaient enfouis en moi. Plus jeune, rien ne me permettait d'y penser. Par contre, je chantais à tue-tête à peu près en permanence et je n'arrêtais pas de faire des imitations de Mike BRANT ou Claude FRANÇOIS ! Quelque chose sommeillait, il fallait que ça se réveille !

Pour aider les artistes en cette période de pandémie, vous avez créé le Fonds Sparadrap... De quoi s'agit-il ?

**AE :** Au moment du 1<sup>er</sup> confinement, j'étais en tournée avec le spectacle

*Hamlet*, mis en scène par **Emmanuel DEKONINCK**. Les représentations se sont arrêtées du jour au lendemain. Dans la distribution, il y avait une jeune actrice et un technicien qui n'avaient aucune sécurité financière et qui comptaient vraiment sur cette tournée. Je me suis dit que certains crèveraient de faim, ne pourraient pas payer leur loyer, leurs factures et qu'on ne pouvait pas laisser les choses comme ça. Mon idée était que les doubleurs allaient recommencer à travailler avant les autres et qu'ils pourraient alors donner une petite somme d'argent, chaque fois qu'il auraient un service, pour aider les plus démunis. Les acteurs de doublage m'ont suivi, avec l'Union des artistes, la Fédération des employeurs des arts de la scène, Wolubilis, le Théâtre national. On a ainsi fondé le Fonds Sparadrap, qui a déjà pu soutenir beaucoup de monde. Il ne procure pas d'argent mais paie des factures d'eau, de gaz, d'électricité, des loyers, les frais fixes à côté desquels on ne peut pas passer.

Y a-t-il des conditions particulières pour pouvoir bénéficier de ces aides ?

**AE :** Le fonds vient essentiellement en aide à ceux qui ne bénéficient pas du statut d'artiste ou qui ont des revenus de remplacement tellement faibles que ça ne leur permet pas de nouer les deux bouts. On aide beaucoup de Français qui vivent en Belgique, mais aussi des Espagnols, des sud-Américains. Il y a de bonnes écoles artistiques chez nous et quand ces jeunes sortent des études, ils n'ont droit à rien, même pas au CPAS. Ils comptaient commencer une carrière professionnelle et sont totalement à l'arrêt. Il faut malheureusement toujours en garder sous le pied parce qu'il va y avoir la période des festivals, qui est cruciale pour les techniciens free lance... Leur saison sera sans doute à nouveau foutue.

Et vous, personnellement, comment vivez-vous cette crise ?

**AE :** Pendant les deux premiers mois de confinement, ça n'allait pas du tout. J'aime mon métier et m'en priver est très violent. Mais j'ai eu cette chance inouïe d'avoir pu recommencer à faire du doublage après le 1<sup>er</sup> confinement. J'ai aussi pu jouer sur scène dans un festival en plein air. Maintenant, j'attends juste que les théâtres réouvrent. Les mesures sanitaires qui ont été mises en place en octobre étaient pour moi amplement suffisantes...

Et les citoyens ont besoin de culture...

**AE :** Oui, on le voit avec la liste des donateurs au Fonds Sparadrap... Il y en a, des amoureux de la culture ! Des gens qui nous disent soutenir les artistes en attendant le retour dans les salles. Ils souffrent de cette situation et compensent en nous aidant à aider ! Cette solidarité me touche énormément. En même temps, il semblerait que nous ne soyons pas essentiels... Mais quelle bêtise, quelle agression ! ■

Si vous souhaitez faire un don au Fonds Sparadrap pour soutenir les artistes :

BE95 3771 2042 7658

# S'orienter, sans (trop) se tromper

Interview et texte : Marie-Noëlle LOVENFOSSE

Choisir la bonne orientation, la bonne filière, la bonne école, au secondaire ou au supérieur, la tâche n'est pas simple. C'est encore plus vrai en cette période de pandémie, où tant les habituels salons que les visites de professionnels dans les écoles sont impossibles à organiser en présentiel. La peur de se tromper peut paralyser certains et, le choix fait, la réussite est loin d'être garantie. C'est ce qui a amené la FESec<sup>1</sup> à prôner une réelle Éducation aux Choix, ainsi que les établissements d'enseignement supérieur à envisager ensemble comment aider les jeunes à prendre les bonnes décisions. **Pascale PRIGNON**<sup>2</sup> et **Benoît DUJARDIN**<sup>3</sup> l'évoquent avec nous.

Qu'est-ce que l'éducation aux choix au secondaire?

**Pascale PRIGNON** : Depuis de nombreuses années, la FESec et la FCPL<sup>4</sup> inscrivent les démarches d'orientation dans une dynamique d'Éducation aux Choix (EdC). Celle-ci favorise une prise de décision davantage réfléchie et l'appropriation d'une démarche - en lien étroit avec les compétences disciplinaires - qui permet aux jeunes de se donner des repères. Elle les aide aussi à construire un projet de vie intégrant l'invention de soi et la participation à la construction d'un monde plus solidaire et plus humaniste.

Beau programme, mais concrètement ?

**PP** : La mise en œuvre de cette démarche rend plus aisée la construction des apprentissages chez le jeune. Elle l'amène à réfléchir sur le sens qu'il donne à ce qu'il apprend, sur ce qui le motive, sur sa manière d'apprendre, etc. L'EdC favorise la réussite scolaire et permet donc de vrais choix scolaires et/ou professionnels en élargissant le champ des possibles. Ce sera le cas, par exemple, en confrontant des expériences vécues, en discutant à propos d'un retour d'expériences, en rencontrant des personnes. Ces opportunités permettent de mettre en évidence des talents, des faiblesses et des potentialités. Bref, de grandir dans la connaissance de soi-même. Cela met en évidence le fait qu'un avis se construit progressivement, qu'un projet mûrit en parlant, en écoutant, en observant, en tâtonnant, en

s'engageant. Il s'agit d'aider la personne à prendre conscience de ses facteurs de réussite et de motivation, ainsi que de ce qui fonde ses choix.

Cela reste-t-il possible dans la situation sanitaire que nous connaissons ?

**PP** : Le contexte actuel rend évidemment plus difficiles les contacts avec les pairs et avec les adultes. Les rencontres en présentiel sont limitées, les élèves des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> degrés n'étant présents à l'école que partiellement depuis plusieurs mois. Une deuxième difficulté est liée au manque de perspectives d'avenir. Les jeunes, comme les adultes, vivent mal cette situation. On peut comprendre la détresse, l'angoisse ou la démotivation ressenties. Les incertitudes qui planent sur le monde de demain ne facilitent ni la réflexion, ni le mûrissement des informations recueillies, ni la mise en place de démarches.

Mais n'y-a-t-il pas aussi des opportunités à saisir ?

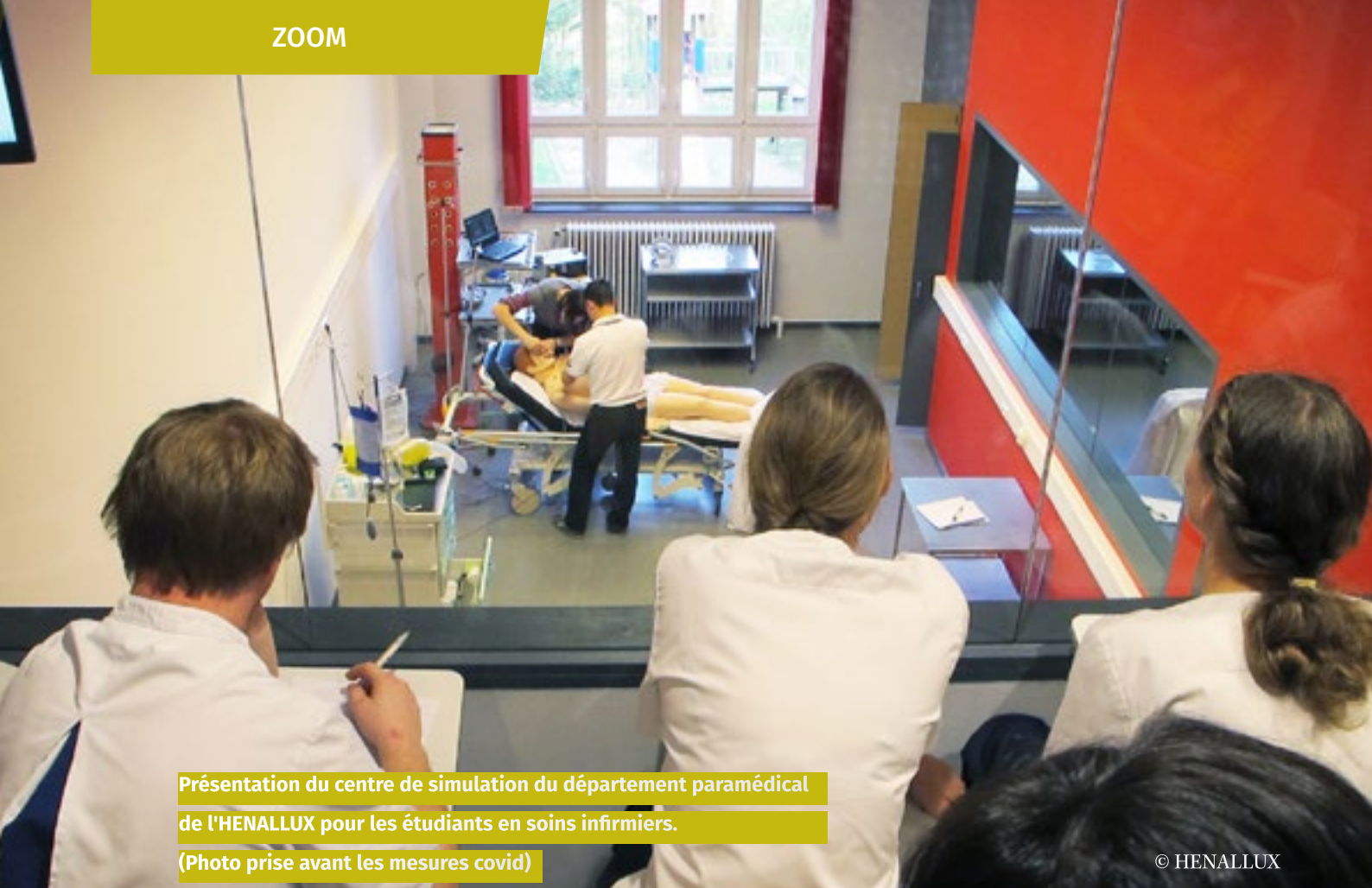
**PP** : Si, bien sûr, heureusement ! En termes de compétences, notamment numériques, chacun a été dans l'obligation d'apprendre et de développer de nouvelles habiletés. C'est important que les jeunes - et les adultes - soient conscients des talents qu'ils ont pu développer, des intérêts qu'ils se sont découverts. Des plaisirs rencontrés, aussi. On a également pu observer « en direct » une série de métiers moins connus, dans les domaines médical, scientifique, mathématique, technique, etc. Les responsables

de secteur ont rassemblé sur <https://epc.fesec.be/suggestions-pedagogiques/> des propositions de ressources et de scénarios autour de la vaccination. C'est une suggestion pédagogique visant à donner aux élèves des clés de lecture pour comprendre le monde actuel et poser des choix permettant d'agir de manière éclairée. Voilà une piste qui permet de redonner du sens aux apprentissages et, espérons-le, d'ouvrir des perspectives, de booster des jeunes, de faire des découvertes...

Quels sont les moments importants pour l'orientation dans l'enseignement supérieur ?

**Benoît DUJARDIN** : J'identifie trois moments où on peut parler d'orientation dans la vie d'un étudiant. Le plus important est sans doute celui du choix des études en fin de secondaire. Mais on peut aussi évoquer la réorientation après un, deux ou trois ans d'enseignement supérieur. Ce pan-là prend de plus en plus d'importance. Un autre aspect, encore relativement marginal, mais certainement appelé à prendre plus d'ampleur, concerne les adultes en reprise d'études. Voilà trois publics cibles à appréhender de manière spécifique. Le premier moment d'orientation évoqué est aussi le plus problématique. On ne peut que constater, dans nos institutions d'enseignement supérieur, un taux de réussite relativement faible. Il a pour conséquence des coûts financiers mais aussi humains très importants, à cause d'une mauvaise orientation au départ.





Présentation du centre de simulation du département paramédical de l'HENALLUX pour les étudiants en soins infirmiers.

(Photo prise avant les mesures covid)

© HENALLUX

Existe-t-il une manière globale d'envisager l'orientation dans l'enseignement supérieur ?

**BD :** On ne va pas se mentir, cela reste un marché. Chacun tente d'attirer des étudiants, puisqu'il y va de la pérennité de nos institutions. Mais le secteur essaie tout de même de se réguler et d'informer de manière éthique. La Commission Info-études au sein de l'ARES<sup>5</sup> se donne des règles de bonnes pratiques en matière d'information et de publicité. Et les Pôles académiques (regroupant universités, Hautes Ecoles, Ecoles supérieures des Arts et Ecoles de Promotion sociale, géographiquement et en inter-réseaux) ont convenu de coopérer de manière importante en matière d'orientation. Dans ce cadre, ils proposent soit des formations s'adressant aux enseignants qui le désirent, soit des rencontres dans les écoles pour les informer du paysage de l'enseignement supérieur et des spécificités de chaque filière.

Cela va donc dans le sens d'une éducation aux choix et d'une orientation positive ?

**BD :** C'est vraiment ça ! N'importe quel diplôme du secondaire ne permet pas d'envisager tout type d'études. C'est en tout cas ce que montrent les statis-

tiques. Nous sommes persuadés que chacun doit évidemment avoir sa chance pour atteindre les acquis d'apprentissages. Néanmoins, à la sortie de nos formations, les étudiants deviennent des professionnels et nous ne pouvons pas nous permettre de réduire nos exigences. Personnellement, je plaide vraiment pour qu'on investisse davantage dans l'orientation.

Comment concilier orientation positive et démocratisation des études ?

**BD :** Des propositions ont été mises sur la table, suscitant plus ou moins d'adhésion, comme une première année commune à tous les étudiants, après laquelle aurait lieu la véritable orientation. J'ai le sentiment que la démocratisation passe par des aides aux étudiants qui en ont le plus besoin pour pouvoir atteindre les prérequis nécessaires à la poursuite de leur formation, sous forme de modules spécifiques, par exemple. Le décret « paysage » permet aujourd'hui un parcours très individualisé, mais beaucoup de choses ne sont pas encore assez connues, comme les passerelles entre les différents types d'enseignement. Une série de réorientations sont possibles, notamment via des partenariats entre Hautes Ecoles et universités.

La situation sanitaire actuelle et l'état psychologique inquiétant de près de la moitié des jeunes ne facilitent évidemment pas les choses...

**BD :** Les journées portes ouvertes telles qu'on les connaissait ne sont plus possibles pour le moment. Des visites sont toujours envisageables avec prise de rendez-vous et moyennant le respect de règles extrêmement strictes, mais la plupart des contacts sont virtuels. Le site « mesetudes.be » mis en place par l'ARES recense toutes les études en Fédération Wallonie-Bruxelles. On sait que la situation est compliquée et que les jeunes ont du mal à se projeter dans l'avenir. Il est important qu'ils multiplient les contacts avec les institutions d'enseignement supérieur, qui mettent de plus en plus de choses en place pour véritablement les prendre « par la main » et les guider. ■

1 Fédération de l'Enseignement Secondaire Catholique

2 Secrétaire générale adjointe de la FESeC

3 Directeur des domaines Sciences économiques et de gestion et des sciences juridiques à HENALLUX, et membre de la Commission Info-études à l'ARES

4 Fédération des Centres PMS Libres

5 Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur

# La société malade

Anne LEBLANC

**Jean-Pierre LE GOFF** se présente comme un « spectateur engagé ». Touché dès la première vague par la maladie, il a noté ses observations<sup>1</sup>, conscient malgré la fièvre d'assister à un moment exceptionnel de notre histoire.

En 1968, la grippe de Hong-kong a frappé le monde, tuant quelque quatre millions de personnes. Et pourtant, elle a pris peu de place dans le discours public de l'époque. On est très loin de ce que nous avons vécu et vivons encore : un flot ininterrompu de communication. C'est que nous avons changé de société. À la fin des Trente Glorieuses, la croyance en le progrès économique et social insufflait une dynamique. Le progrès portait l'avenir, le bonheur pouvait exis-

ter. Plus rien de tout cela aujourd'hui. Le Covid a surgi dans un contexte de morcellement social et culturel. Les gilets jaunes ont rendu visible la fragmentation sociale. Le repli culturel s'est manifesté dans des affirmations identitaires et dans des radicalisations diverses conduisant, par exemple, des groupes militants à interdire l'expression d'intellectuels dans les universités. Le rapport à l'avenir a changé. Il est indiscernable et a perdu sa dimension collective à l'heure de l'indivi-

dualisme contemporain. Cette nouvelle maladie s'abat donc brutalement sur une société, elle-même malade. Et parmi ses maux, celui d'avoir mis hors champ l'éventualité des aléas de l'histoire, de la possibilité de la mort de masse et du tragique de la condition humaine.

## Une pandémie bavarde et anxigène

Quand l'inattendu survient, il faut en trouver les causes à tout prix. Faire en-



LA CONTAGION DES EXPERTS

trer le réel dans les cases. Chacun y va de son explication. Une prise de recul sur ce qui s'écrivait prête parfois à sourire. Entre des titres «*Il nous faut agir dans le savoir explicite de notre non savoir*», des affirmations sur «*le tournant écopolitique de la pensée contemporaine dessinant un progressisme ou plutôt un cosmopolitisme non productiviste*» et des affirmations sur le futur incertain sauf, ce qui est certain, c'est que le jour d'après ne ressemblera pas au jour d'hier, l'auteur ne peut s'empêcher d'évoquer **Pierre DAC**. «*Monsieur a son avenir devant lui et il l'aura dans le dos à chaque fois qu'il se retournera*», disait-il dans un de ses sketches. L'humour au secours du bon sens. Il y a aussi tous ceux qui nous l'avaient bien dit. Un peu comme les prophètes de la Bible : à force d'annoncer le malheur, il finissait bien par arriver. Les théoriciens de la collapsologie avaient donc eu raison et ce que nous vivons «*est la conséquence de nos péchés écologiques*». Toute cette logorrhée s'accompagnait d'une information en continu centrée uniquement sur l'événement, mais qui charriait aussi la vérité des réalités anxiogènes. La mort en direct. Les images de l'alignement sans fin des cercueils en Italie ou des morgues improvisées à New York faisaient notre quotidien. Une transparence totale de l'information qui en devenait aveuglante, se répétant en boucle sans arrêt comme dans le film «*Un jour sans fin*». La pandémie est un «*événement monstre*» qui sature l'espace public et provoque un autre confinement, l'enfermement mental.

## Un effet de loupe sur les malheurs de l'hôpital

On savait que l'hôpital allait mal. Les revendications du personnel soignant commençaient, péniblement, à se faire entendre. Personne n'imaginait que la situation était aussi dramatique. Les gouvernements, de droite comme de gauche, avaient enclenché en France une nouvelle logique managériale dans une recherche effrénée d'économies budgétaires, réduisant drastiquement le nombre de lits et instaurant le nouveau pouvoir des directeurs d'hôpitaux au détriment des

médecins. Cette bonne gestion s'accompagnant, évidemment, d'outils d'évaluation des performances. Le personnel subissait une logomachie gestionnaire et comptable avec sa méthodologie, ses outils, ses guides, ses procédures. Tout cela s'accompagnant de «*leviers*», «*indicateurs*», «*grilles d'évaluation*», «*guides de bonnes pratiques*», tableaux Excel à remplir et d'«*arbres de décision*». Personne n'a compté les heures consacrées à cette administration, ce temps perdu in fine au détriment du soin. Mais, face au drame, le personnel hospitalier n'a pas compté ses heures quand il s'est agi de relever l'incroyable défi du coronavirus. À chaque instant difficile, toutes les graines de solidarité et de dévouement qui sont le cœur de ces métiers du soin se sont mises à germer à tous les étages. Parce que ce qui fait la motivation ce n'est pas la fiche à l'américaine avec les trois points pour être motivé et leurs quatre objectifs, mais c'est bien ce qui donne sens à ce travail : la relation. C'est l'humanité, le souci de l'autre qui ont permis de surmonter les vagues. N'est-ce pas une leçon enfin concrète de ce moment terrible ? En aura-t-on fini un jour avec ce type de management qui déstructure le langage et le sens commun ?

## Les experts, le politique et l'humain

Dans ce contexte de manque de moyens des hôpitaux et dans la méconnaissance totale du virus, le politique a dû piloter à vue et s'est légitimement tourné vers le conseil des scientifiques. Rapidement, l'aveuglante bulle communicationnelle s'est enrichie de polémiques entre scientifiques à n'en plus finir, ajoutant déstabilisation, stress et désorientation à l'angoisse déjà présente. Les comités scientifiques ont été mis en place «*dans une situation où la méfiance envers les dirigeants politiques et les institutions existaient de longue date. Le fait est que ce dispositif n'est pas parvenu à restaurer la confiance envers les politiques et les scientifiques, mais a eu tendance à l'éroder un peu plus*».

Un autre questionnement essentiel se pose sur le traitement de la crise par les experts et le monde politique. Celui de la façon avec laquelle, sur base des conseils scientifiques, on a traité les vieux, les mourants et les morts. Sans philosophes, sans représentants des courants religieux dans ces cénacles, on a défini les règles sanitaires à respecter. Dans un élan de compassion terriblement maladroite des spécialistes, on a voulu inventer de nouveaux rituels d'adieu, de deuil, par vidéo interposée. Qui peut imaginer qu'on peut vivre ainsi les derniers moments d'un proche ? Quelle est la réelle conscience de ces responsables de ce que c'est qu'être endeuillé ? Selon l'auteur, ce traumatisme-là marquera durablement non seulement les familles, mais toute notre société.

## L'enjeu ? La démocratie.

Les précédents travaux de Jean-Pierre LE GOFF mettaient déjà en évidence les fragilités de notre démocratie, ce régime décidément imparfait, mais combien précieux. De ses conclusions, retenons celle qui concerne directement nos missions d'éducation. Dans une société qui attend de l'État qu'il assure notre bien-être et notre bonne santé, il évoque Tocqueville qui craignait un despotisme nouveau se chargeant d'«*assurer leur jouissance [des citoyens] et de veiller sur leur sort*», mais «*Que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ?*»

Au milieu de ce chaos, de cette bulle médiatique, de cet événement «*monstre*» qui nous engloutit, nous empêche de penser, la leçon principale de ce livre, pour les adultes, est de rappeler l'exigence du recul réflexif héritée des Lumières. Garantir aux jeunes que nous formons qu'ils auront cette capacité fondamentale, clé de leur liberté, qui leur permettra d'avoir l'autonomie de jugement. C'est ce à quoi nous engage, quotidiennement, la mise en œuvre de l'éducation à la philosophie et la citoyenneté. ■

1. Le GOFF J.-P., La société malade, Stock, 2021.
2. Ibidem, p. 30.
3. Ibidem, p. 107.
4. Ibidem, p. 193.

# Nouveau directeur de la communication au SeGEC



**Conrad van de WERVE**, qui était directeur du Service Communication du SeGEC depuis 10 ans, a décidé de donner une nouvelle impulsion à sa carrière. Il aura marqué, au cours de ces années, l'ensemble des Services et Fédérations de l'avenue Mounier par son grand professionnalisme, notamment dû à son passé journalistique au sein de RTL. On se souviendra aussi de son énergie sans faille, de sa disponibilité, de son écoute et de ses capacités de négociateur mises au service des multiples contacts induits par sa fonction, comme ce fut notamment le cas pour l'élaboration du tout nouveau site internet du SeGEC. A l'instar d'**Etienne MICHEL**, dont Conrad était l'un des proches collaborateurs, nous lui souhaitons « *le meilleur pour la suite de son parcours professionnel, mais également une pleine réussite de ses projets plus personnels* ». Et le directeur général du SeGEC d'ajouter « *Je tiens à le remercier vivement pour le professionnalisme du travail qu'il aura accompli au service de l'enseignement catholique, ainsi que pour l'état d'esprit très positif dans lequel il a organisé la transition avec son successeur.* »

Depuis le 29 mars, c'est désormais **Christian CARPENTIER** qui préside aux destinées du Service Communication du SeGEC. Il y exerce la fonction de Directeur de la Communication et de Porte-parole. Il est également devenu le Rédacteur en chef du mensuel Entrées Libres et de la newsletter Libre à Vous. « *Christian CARPENTIER dispose d'une longue expérience en presse écrite, notamment comme journaliste politique et comme éditorialiste* », s'est réjoui Etienne MICHEL à l'annonce de son arrivée. « *Il connaît également bien le fonctionnement des médias audiovisuels, ainsi que les rouages des réseaux sociaux. Il a par ailleurs longtemps couvert la matière de l'enseignement au cours de sa carrière journalistique.* » MNL



## Restez informés des actualités du SeGEC !

Pour réagir, soutenir ou partager nos actions, n'hésitez pas à nous suivre sur :

**Notre site Internet :**

<https://enseignement.catholique.be>

**Notre Extranet :**

Créez votre login : <https://extranet.segec.be/>

**Nos réseaux sociaux :**



 [ LIVRE'S ÉDITIONS ]


Aimé LECLERCQ, Catherine BARCELONNE,  
Corentin MACÉ, Fabrice SCHURMANS,  
Geoffrey CLAUSTRIAUX, Gillian BROUSSE,  
L.A. BRAUN, Margot TURBIL,  
Meggy GOSSELIN, Sylwen NORDEN, V  
ictor FLEURY, Wilfried RENAUT

*Nouvelles ères*

Livre'S éditions, 2021

Qu'ont en commun des créatures aquatiques intelligentes, des robots doués de sentiments, des tueurs, des empêcheurs de bien faire, des archéologues à la pointe, des artistes prêts à tout ou encore des gens immobiles ? Ils font partie de tous les possibles à venir. Le futur sera-t-il heureux ou terrifiant ? Coopératif ou solitaire ? Technologique ou régressif ? À notre image ou déshumanisé ? Douze artistes apportent leur version de ces ères nouvelles, dont certaines sont à nos portes...

La maison Livre'S éditions a sélectionné 12 lauréats suite à un appel à textes de type futuriste. Ensemble, ils ont créé un recueil de nouvelles. Ce livre s'adresse à un public de jeunes adultes et propose à chacun différents points de vue sur notre futur présumé.

#### CONCOURS

Gagnez 5 exemplaires de ce livre en participant en ligne, avant le **3 mai**, sur : [www.entrees-libres.be](http://www.entrees-libres.be)

Les gagnants du mois de février sont :  
**Francine PISSART, Françoise RONDEAU, Vincent VANSULL, Sophie DUTRIEUX et Patricia FOULON**

Les gagnants du mois de mars sont :  
**Remy BROGNIEZ, Véronique BURETTE, Catherine SALEMBIER, Nicolas RIGA et Marie SERVAIS**



## CHEMINS D'ÉCOLE

L'école est l'affaire de tous. Elle ne concerne pas uniquement les professionnels de l'enseignement et de l'éducation. Elle ne relève pas seulement des conceptions des autorités publiques. C'est un certain consensus sociétal qui a fait l'école d'aujourd'hui, avec ses forces et ses limites. Et c'est un nouveau consensus sociétal, en cours d'élaboration, qui construira l'école de demain. La conscience et l'engagement des citoyens disposent de réels leviers quand il s'agit de définir les finalités et les modalités du système scolaire. C'est vrai d'associations de parents, de conseils de participation dans les écoles, de groupes de pression, de réseaux sociaux et réseaux médiatiques, de mouvements militants, de programmes politiques, d'élections, de forums ou encore de conférences de consensus...

C'est au travers d'un blog, nourri d'une expérience de plus de quarante ans au service des jeunes en âge d'obligation scolaire, que s'adresse **Alain MAINGAIN** à tout citoyen et à tout (futur) professionnel qui s'intéresse au devenir de l'école. Il s'y pose des questions sur ses difficultés, ses défis, ses transformations, ses bifurcations possibles, ses utopies. Epinglons tout particulièrement le dialogue constructif entre **Paul-Benoit de MONGE** et l'auteur, compagnons de route dans le monde de l'enseignement-éducation.

**Intéressé(e) ? Rendez-vous sur ce lien : <https://www.chemins-d-ecoles.be>**



## JOURNÉE PYJAMA

**ClassContact** aide les enfants malades déscolarisés à continuer leur scolarité le plus normalement possible en favorisant le contact quotidien avec leur classe par des moyens informatiques offerts. Les résultats parlent d'eux-mêmes : près de 90 % des enfants malades ou blessés qui poursuivent leur scolarité grâce à l'ASBL réussissent leur année scolaire.

L'association organise la désormais célèbre « journée pyjama » le **jeudi 29 avril 2021**, afin de permettre aux enfants de se rapprocher du quotidien de leurs pairs hospitalisés, privés de la vie scolaire habituelle. A l'issue de celle-ci, un concours en ligne est organisé, offrant plusieurs prix aux gagnants.

**Renseignements et participation sur ce site : [www.classcontact.be](http://www.classcontact.be)**

## MOOC



L'UNamur organise sa deuxième session du MOOC (Massive Open Online Course) intitulé **"Visez la réussite - Devenez un super étudiant"**. Ce cours en ligne, gratuit et ouvert à tous, a rassemblé 11.700 participants l'an passé et les évaluations ont été particulièrement positives. On y propose un parcours qui vise le développement de l'autonomie, de la mise au travail et du maintien de l'effort (volition), de la planification, du traitement actif de la matière et de la mémorisation. Chaque étudiant peut rejoindre le MOOC, afin d'être accompagné en cette période chamboulée.

Inscription en ligne jusqu'au 3 mai via l'adresse : <https://www.fun-mooc.fr/>  
Informations : [anne-cecile.wauthy@unamur.be](mailto:anne-cecile.wauthy@unamur.be)



## SOUS LA LOUPE

La newsletter « **Sous la loupe** » propose de partager une image plus large de tous les efforts que le **SPF Affaires étrangères** déploie sur la scène internationale. Son objectif est de donner une meilleure idée de ce que font exactement les Affaires étrangères. Chaque mois, elle met en lumière leurs actions. Il s'agit notamment de la défense des intérêts belges dans l'UE et de la prestation de services aux Belges à l'étranger, de la lutte contre le changement climatique et les inégalités dans le monde, ou encore de l'engagement au sein des Nations Unies et d'autres institutions internationales, pour n'en citer que quelques-unes. La newsletter propose des informations de fond, un regard dans les coulisses de l'organisation et des faits marquants, sous forme d'articles, de podcasts et de vidéos.

Pour vous y inscrire, rendez-vous sur le site [www.diplomatie.belgium.be](http://www.diplomatie.belgium.be)

## FONDATION ROI BAUDOIN : APPEL À PROJETS

Vous êtes enseignant et vous souhaitez contribuer à l'éducation financière des jeunes de l'enseignement secondaire ? L'appel à projets du **Fonds pour l'Education Financière** peut vous accorder un soutien allant jusqu'à 5.000 € pour concrétiser votre idée ! L'apprentissage des notions financières dans le cadre



des compétences terminales en économie permet aux jeunes d'acquérir des connaissances et de la confiance sur les questions financières. Elles les aideront à faire des choix financiers réfléchis aux différents moments de leur vie. Le Fonds pour l'Education Financière veut encourager les enseignants et les directions des écoles secondaires en Fédération Wallonie-Bruxelles à amener les sujets, les questions et les concepts financiers auprès des jeunes par une approche pédagogique créative et originale.

Cet appel s'adresse aux enseignants et directions d'écoles secondaires reconnues par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Candidature à déposer avant le 18 mai 2021 via la page <https://www.kbs-frb.be/>  
Informations supplémentaires ? Appelez le 02 549 61 84 ou écrivez à l'adresse suivante : [goessens.a@mandate.kbs-frb.be](mailto:goessens.a@mandate.kbs-frb.be).

## PASTORALE SCOLAIRE :

La Commission interdiocésaine de pastorale scolaire (CIPS) propose cette année d'apprendre à se projeter et à s'engager dans un projet avec confiance, au travers de sa campagne intitulée :

« *Souriez, vous construisez* ».

La quatrième affiche de cette campagne a pour thème « co-habiter ». La pandémie nous a prouvé que, où que nous habitons sur notre planète, en pleine mégapole ou au cœur de la forêt amazonienne, nous sommes tous concernés, tous reliés par cette même exigence de prendre soin les uns des autres. Et surtout des plus fragiles et des plus pauvres, tout en prenant soin de notre environnement commun. L'un ne va pas sans l'autre. **Le Pape François** imaginait-il qu'une pandémie comme celle que nous vivons allait illustrer avec autant de force les idées majeures de son encyclique sur la sauvegarde de la maison commune *Laudato si'* ?

« *Tous frères, Fratelli tutti*, nous habitons une maison commune dont il nous faut prendre soin, ensemble.

... *le monde et la qualité de vie des plus pauvres sont préservés, grâce à un sens solidaire qui est en même temps la conscience d'habiter une maison commune que Dieu nous a prêtée.* »

Les constructions de chacun ont le pouvoir de renforcer la construction collective, de la rendre durable et orientée vers le bien commun. Cette quatrième affiche évoque cela. (Photo prise avant les mesures Covid.)

Les pistes d'animation sont disponibles sur : <https://enseignement.catholique.be> > Découvrir l'enseignement catholique > Le projet



# 100.000 entrepreneurs à l'école

Interview et texte : Marie-Noëlle LOVENFOSSE

Donner aux (très) jeunes l'envie d'entreprendre, voilà la raison d'être de l'ASBL « 100.000 entrepreneurs ». Forte d'un réseau de quelque 2.000 professionnels, elle a organisé, en quelques années, plus de 300 visites dans les établissements scolaires de Belgique francophone.

Le concept est français à l'origine. Le nom « 100.000 entrepreneurs » n'a pas été choisi par hasard. « **Philippe HAYAT** a fondé l'ASBL en 2007 et il a calculé que, pour rencontrer tous les jeunes français de 15 à 25 ans scolarisés dans le secondaire et le supérieur, il faudrait qu'à raison de 2 fois par an 100.000 entrepreneurs acceptent d'aller témoigner en école » explique **Monica SNTALENA**, directrice et co-fondatrice de la version belge de l'initiative. C'est en 2013 que « 100.000 entrepreneurs » a vu le jour en Belgique. L'ASBL fonctionne grâce à des soutiens publics et privés. Elle a déjà touché plus de 40.000 jeunes avec un réseau d'environ 2.000 entrepreneurs bénévoles et est en contact avec quelque 1.000 enseignants et 300 établissements scolaires en Fédération Wallonie-Bruxelles.

## Mission

La mission que s'est donnée l'association, c'est d'ouvrir les jeunes à l'esprit d'entreprendre au sens large. Autrement dit, il s'agit de les encourager à prendre leur vie en mains dans la société, à suivre leurs ambitions et à avoir un esprit entrepreneurial leur permettant d'aller plus loin grâce à leur curiosité et leur envie. « Nous leur donnons la possibilité de rencontrer tous types d'entrepreneurs, hommes et femmes, qui peuvent évoquer leur parcours, reprend M. SNTALENA. Ils se sont levés un matin avec un rêve, ont élaboré un projet et ont tout mis en œuvre pour lui donner vie. Ils parlent de leurs réussites, de la dynamique qui les anime, mais aussi de leurs difficultés et même de leurs échecs éventuels, qui font partie de la vie. C'est important que ce soient les entrepreneurs qui aillent dans l'école rencontrer directement les jeunes, même si des visites en entreprise sont toujours possibles aussi. » Trois publics sont concernés : les jeunes,



bénéficiaires directs, les enseignants qui vont, eux aussi, ouvrir leur esprit au monde professionnel extérieur, et les entrepreneurs qui donnent de leur temps pour aller vers l'école et remplissent ainsi un rôle sociétal.

## Ouvrir l'école

« Quand nous avons commencé, précise M. SNTALENA, c'est surtout dans l'enseignement supérieur que les entrepreneurs se rendaient pour témoigner, puis nous avons eu de plus en plus de demandes au secondaire supérieur et inférieur » Aujourd'hui, l'équipe est même d'avis qu'il serait très positif de pouvoir intervenir aussi en 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> primaires, avec un autre type de format et de communication, pour aiguiller les élèves vers les métiers et le monde qui les entourent, leur ouvrir l'esprit et leur faire connaître le champ des possibles. « Entreprendre, insiste la directrice de l'ASBL, est un état d'esprit, qui signifie se mobiliser autour d'un projet et le concrétiser. Il peut s'agir de créer une entreprise ou une association, de lancer un nouveau produit, d'appréhender un nouveau marché, etc. C'est à la portée de tous à condition d'y croire et de se donner les moyens. »

## Valeur ajoutée

Ce sont les directions et/ou les enseignants qui prennent l'initiative de demander une visite à l'ASBL. Cette in-

tervention est totalement gratuite et s'adapte à tous les types d'écoles et de publics. La valeur ajoutée, c'est la préparation de la visite avec l'entrepreneur et l'enseignant concernés. L'entrepreneur peut être excellent dans son domaine, mais pas nécessairement bon communicant. C'est là que l'ASBL intervient pour l'aider à peaufiner son intervention et éventuellement l'accompagner sur place. Il doit aussi respecter certains principes comme le fait d'être neutre, apolitique et de ne pas avoir de visée commerciale. L'enseignant(e), de son côté, prépare l'accueil de l'entrepreneur avec ses élèves. Ils en parlent en classe, préparent des questions et peuvent même rester en contact avec lui(elle) par la suite s'ils le souhaitent. ■

## Intéressé(e) ?

N'hésitez pas à consulter le site de l'ASBL, où vous trouverez tous les renseignements nécessaires : [www.100000entrepreneurs.be](http://www.100000entrepreneurs.be)

Pour le moment, 80% des interventions sont digitales. Elles reprendront dans les écoles dès que la situation sanitaire le permettra.

# L'humeur de...

Brigitte GERARD

## Spectacle au jardin

Un an après le début du 1er confinement, comment garder sa bonne humeur ? Avec cette impression constante de vivre un jour sans fin comme Bill Murray dans le film culte du même nom, vers quoi se tourner pour échapper un tant soit peu à ce quotidien morose et finalement plus que prévisible ? Plus moyen de s'enrichir des émotions et réflexions suscitées par le cinéma ou le théâtre, lieux qui restent désespérément vides. Tout aussi impossible de profiter de la convivialité et des nourritures moins spirituelles (quoique...) des restaurants et des cafés, dont le calme devient assourdissant, tandis que les voyages ne sont plus qu'un lointain souvenir... Alors, en ce début de printemps, dans ce contexte âpre et fait de disettes, je me penche un peu plus encore que d'habitude sur mon jardin... C'est qu'il s'en passe des choses dans ce petit coin de verdure ! Première réjouissance et satisfaction : pendant que monsieur mésange chante à tue-tête, madame a commencé ses allées et venues pour construire son nid dans le nichoir accroché au mur cet hiver. Apparemment, le couple l'a trouvé à son goût, bien situé, dans un environnement riche en insectes, et assez spacieux pour la nombreuse descendance attendue. Quel plaisir de la voir arriver le bec rempli de mousse bien confortable pour accueillir ses œufs ! Et elle n'arrête pas du matin au soir... Quelle énergie ! Pendant ce temps, la tourterelle se bat avec le pigeon ramier dans le poulailler d'à côté. Il faut dire que l'endroit est prisé de la gente ailée, la nourriture y abonde ! Les deux se séparent d'un commun accord après une belle prise de bec. Le rouge-gorge, quant à lui, ne cesse de chanter de sa mélodie, belle et variée. Et les accenteurs se poursuivent et font des cabrioles en vol, meilleur moyen de renforcer les liens

du futur couple. Tout cela se passe sous le regard intéressé et presque désabusé des chats du quartier qui ne savent plus où donner de la tête ! Ma petite chatte Mila a même une peur bleue des pigeons qui la frôlent de leur vol lourd et bruyant... Avec tout ça, j'en oublie pour un temps les contraintes qui rythment mon quotidien depuis un an. Les oiseaux, eux, n'ont pas le choix : ils ne peuvent faire autrement que de vivre en se contentant de ce que l'être humain accepte de leur laisser, leur habitat se rétrécissant à vue d'œil de même que les quantités de nourriture disponibles... Mais c'est un autre débat. Le fait est que les observer me redonne une bonne humeur qui me déserte régulièrement ces derniers temps... Alors, pourquoi ne pas essayer de transmettre à nos enfants cette capacité de s'émerveiller de la vie qui nous entoure ? ■

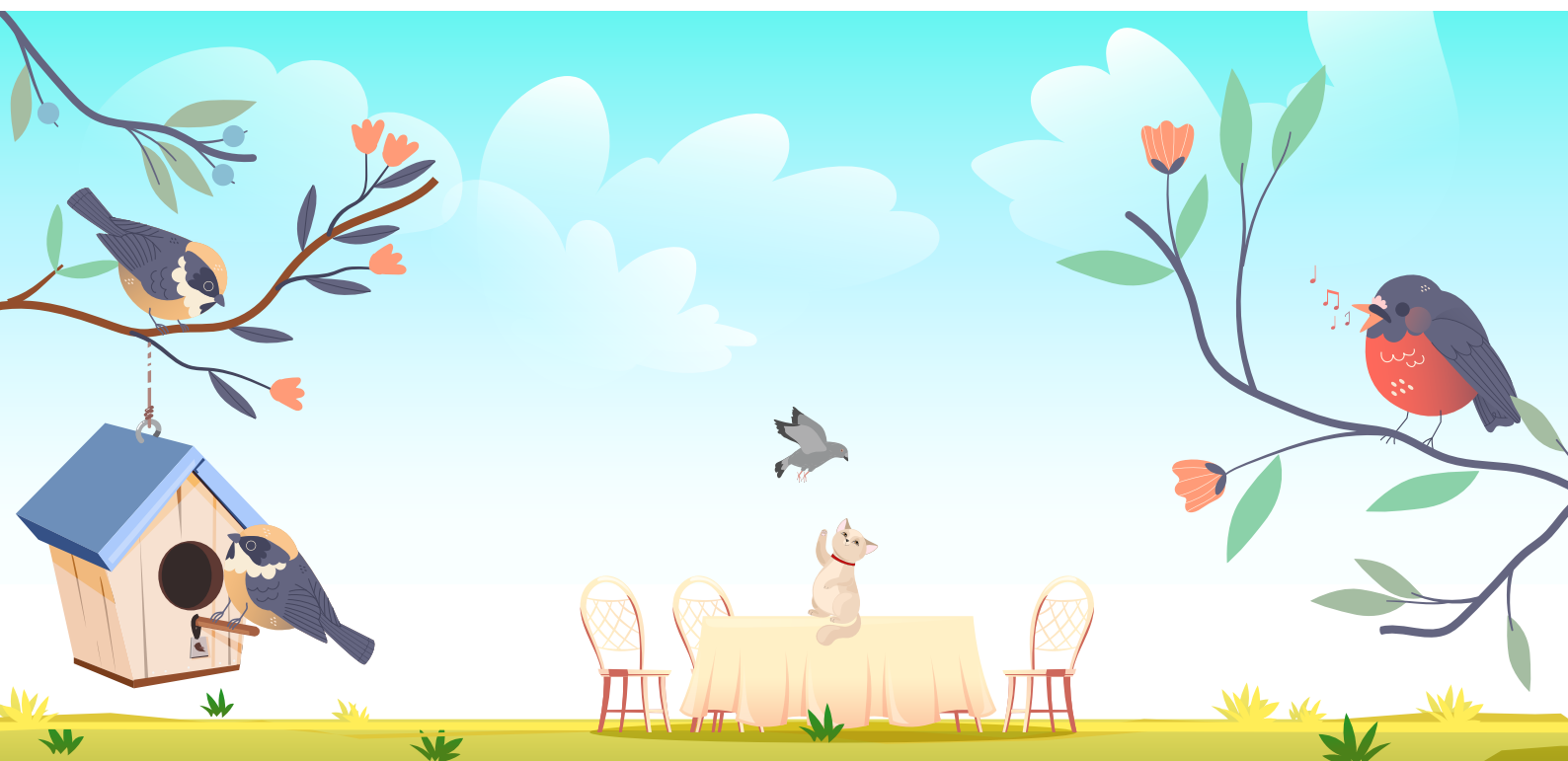


Illustration : Manon MOREAU